Point d'actualité économique et financière du Cône Sud Semaine du 13 au 19 avril 2018

- Le FMI s'inquiète de la persistance de l'inflation argentine et anticipe une accélération de la croissance au Chili
- L'inflation dans la ville de Buenos Aires inférieure à la moyenne nationale au premier trimestre 2018
- La BCRA pourrait relever ses taux pour lutter contre une inflation plus forte que prévu
- Le déficit budgétaire primaire du premier trimestre 2018 est compatible avec la cible annuelle du gouvernement
- Hausse de l'activité industrielle en février
- Le Sénat argentin approuve la loi sur les achats publics et modifie la loi de défense de la concurrence
- Visite à Buenos Aires d'une mission de l'OCDE examinant les statistiques nationales
- Annonce d'un programme d'investissements publics et privés majeurs entre 2018 et 2022 au Chili
- Nouvelle émission de bons du Trésor paraguayens
- Première émission de dette uruguayenne en dollars depuis deux ans

Région

Le FMI s'inquiète de la persistance de l'inflation argentine et anticipe une accélération de la croissance au Chili

	Croissance		Inflation	
	2018	2019	2018	2019
Argentine	2,0	3,2	19,2	13,6
Chili	3,4	3,3	2,6	3,0
Paraguay	4,5	4,1	4,0	4,0
Uruguay	3,4	3,1	6,6	6,5

Le FMI a rendu publiques ses dernières prévisions de croissance à l'occasion de la parution de son *World Economic Outlook* du second trimestre. Le fonds anticipe ainsi une accélération de la croissance (2% après 1,3% en 2017) dans la zone Amérique Latine, essentiellement portée par la reprise brésilienne. Les pays du Cône Sud devraient également afficher une croissance solide, autour de 3%, mais la persistance de l'inflation en Argentine, couplée à la grave sécheresse menaçant les récoltes du pays ont conduit le FMI à réviser ses projections à la baisse, de 2,5% à 2%. Les anticipations d'inflation sont également en hausse (19,2% contre 16% en janvier), et plus en ligne avec celles du marché, qui voit l'inflation argentine dépasser les 20% en 2018 –contre une cible de 15%.

Les perspectives sont plus positives du côté du Chili, puisque le FMI a élevé ses perspectives de croissance à +3,4% en 2018 et +3,3 % en 2019 et prévoit donc que le pays dépassera les 30 000 USD de PIB/hab. en 2022. Par ailleurs, le FMI prévoit une résorption du déficit public en 2021 (après un déficit ramené à 0,9% du

PIB en 2018), avec toutefois l'inconvénient d'un déficit structurel persistant, autour de 2,5% du PIB en 2021. Enfin, la dette publique s'élèverait à 25,7% du PIB en 2021 (contre 23,6% en 2017 et 23,8% prévu en 2018).

Argentine

L'inflation dans la ville de Buenos Aires inférieure à la moyenne nationale au premier trimestre 2018

Avec 6,5%, l'inflation cumulée au 1^{er} trimestre dans la ville de Buenos Aires est inférieure à celle de la moyenne du pays (6,7%, tirée à la hausse par la Patagonie et le Nord du pays), ce qui est rare dans la capitale réputée pour son coût de la vie élevé.

La BCRA pourrait relever ses taux pour lutter contre une inflation plus forte que prévu

Le Président de la Banque Centrale de la République Argentine (Banco Central de la Republica Argentina, BCRA) Federico Sturzenegger a assuré qu'il remonterait le taux directeur – aujourd'hui à 27,25% – si l'indice des prix à la consommation (Indice de Precios al Consumidor, IPC) ne montrait pas d'importante décélération au mois de mai. Le Président n'exclut pas de futures interventions pour freiner l'appréciation du dollar face au peso argentin.

Le déficit budgétaire primaire du premier trimestre 2018 est compatible avec la cible annuelle du gouvernement

Le déficit primaire s'élève à 31 milliards de pesos argentins au premier trimestre 2018, soit 0,3% du PIB, ce qui est mieux que la cible budgétaire officielle qui prévoyait un déficit de 0,6% du PIB et potentiellement compatible avec la cible annuelle de 3,2% du PIB. Dans le contexte de réduction des dépenses publiques (+18,5% en termes nominaux soit -5,4% en termes réels au premier trimestre en glissement annuel), le montant des subventions a diminué de 23,8% au premier trimestre 2018 pour atteindre 9,508 milliards de pesos. Les subventions constituent ainsi 4,7% des dépenses primaires au premier trimestre 2018 contre 7,1% sur la même période en 2017, principalement grâce à la baisse de celles liées à l'énergie. Néanmoins, les intérêts payés sur la dette ont augmenté de 37% en mars en glissement annuel. Les recettes ont pour leur part augmenté de 22,3% en termes nominaux au premier trimestre en glissement annuel.

Hausse de l'activité industrielle en février

Selon l'Union Industrielle Argentine (Union Industrial Argentina, UIA) l'activité industrielle a augmenté de 8,5% en glissement annuel en février, tirée par l'automobile, la métallurgie et les activités minières. Elle pourrait ralentir à partir de mai notamment à cause du ralentissement de la commande publique et de la diminution de la consommation. Pour sa part, l'INDEC (institut national de statistique argentin) estimait seulement une hausse de 5,3% sur la même période.

Le Sénat argentin approuve la loi sur les achats publics et modifie la loi de défense de la concurrence

La chambre haute a approuvé à l'unanimité la réforme de la *Ley de Compre Argentino*, qui donne priorité aux biens produits en Argentine (c'est-à-dire avec un contenu local supérieur à 60%), avec une marge préférentielle de 8% (au lieu de 5% dans la loi actuelle) pour les grandes entreprises et 15% (7% dans la loi actuelle) pour les plus petites et les coopératives. Pour tout achat de biens étrangers pour plus de 240 millions de pesos, l'entité acheteuse devra sous-traiter des biens et services à des entreprises argentines pour au moins 20% de la valeur du contrat. Les achats publics représentent 5% du PIB en Argentine pour 2,5% des emplois.

Quant au projet de loi sur la concurrence, retouché par le Sénat et sur le point de revenir à la chambre des Députés, il vise à sanctionner les responsables de pratiques monopolistiques (par des amendes proportionnelles aux montants concernés voire la suspension du registre des fournisseurs nationaux) et protéger ceux qui les dénoncent, et crée une Autorité Nationale de la Concurrence et un Tribunal National de Défense de la Concurrence indépendants

Visite à Buenos Aires d'une mission de l'OCDE examinant les statistiques nationales

La délégation a présenté les standards d'indépendance institutionnelle, politique et méthodologique pour les entités responsables des statistiques nationales et des comptes publics dans les pays membres de l'OCDE. L'INDEC, mais aussi d'autres institutions telles que la BCRA, le Ministère des Finances et l'Administration Nationale de la Sécurité Sociale ont notamment participé à des sessions de travail analysant le cadre argentin actuel. La visite fait suite à l'accession de l'Argentine au statut de pays Adhérent à la Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant les bonnes pratiques statistiques en juin 2017 et s'inscrit dans le programme de réformes convenu entre l'Argentine et l'OCDE à horizon fin 2019.

Chili

Annonce d'un programme d'investissements publics et privés majeurs entre 2018 et 2022

Priorité de la politique du Gouvernement Piñera (avec la création d'un « bureau des grands projets » au ministère de l'économie), la relance des investissements publics et privés s'est traduite par des annonces des principaux ministères concernés pour un montant global de 74 milliards USD sur les 4 prochaines années :

- le ministre des mines a annoncé des investissements publics (entreprise Codelco) et privés dans son secteur de 53 milliards USD entre 2018 et 2021, dont 44,5 milliards déjà lancés ou en cours d'approbation,
- le ministre des travaux publics a présenté un programme d'investissements publics de près de 10,3 milliards USD d'ici 2022 avec 34 projets essentiellement dans les routes et les transports publics (métros, tramways, téléphériques),
- la ministre de l'énergie a annoncé la réalisation d'une dizaine de projets privés entre 2018 et 2021 dans son secteur pour un montant de 11 milliards USD, dont 70% dans la génération d'énergie renouvelable non conventionnelle (ERNC, hors hydraulique, représentant plus de 3.250 MW dans l'éolien et le solaire).

Paraguay

Nouvelle émission de bons du Trésor paraguayens

Le Ministère de l'Economie paraguayen a émis mardi 17 avril 40 milliards de guaranis (soit 7,2 MUSD) de bons du Trésor sur la bourse d'Asunción, à un taux de 6,51%. Les fonds levés permettront de financer la dette publique, dans un contexte tendu en ce début d'année électorale : les dépenses de l'administration centrale ont crû de 11,5% au premier trimestre 2018 par rapport à l'année précédente, tandis que le déficit a atteint son maximum légal à 1,5% du PIB. Depuis le début de 2018, 350 milliards de guaranis, soit 63,2 MUSD, ont été émis. La dette paraguayenne – pour l'essentiel contractée sous le mandat de l'actuel président Horacio Cartes, s'élevait ainsi en février à 7,145 milliards USD.

Uruguay

Première émission de dette uruguayenne en dollars depuis deux ans

Le Ministère de l'Economie et des Finances de l'Uruguay, anticipant une hausse des taux de la Fed américaine, vient d'émettre 1,750 milliard USD de bons à horizon 2055 à un taux annuel de 5%, légèrement inférieur aux 5,15% attendus. Le pays ne s'était pas endetté en monnaie étrangère depuis juin 2016. 1,5 milliard ira directement dans les caisses de l'Etat et les 250 millions restants permettront de renouveler des bons qui avaient été émis à plus court terme (2022, 2024, 2025 et 2033). L'Uruguay, qui a enregistré un déficit budgétaire de 3,5% en février, voit ses besoins de financement s'élever à environ 3 milliards USD pour 2018, et compte en assurer l'essentiel via l'émission de dette.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.